

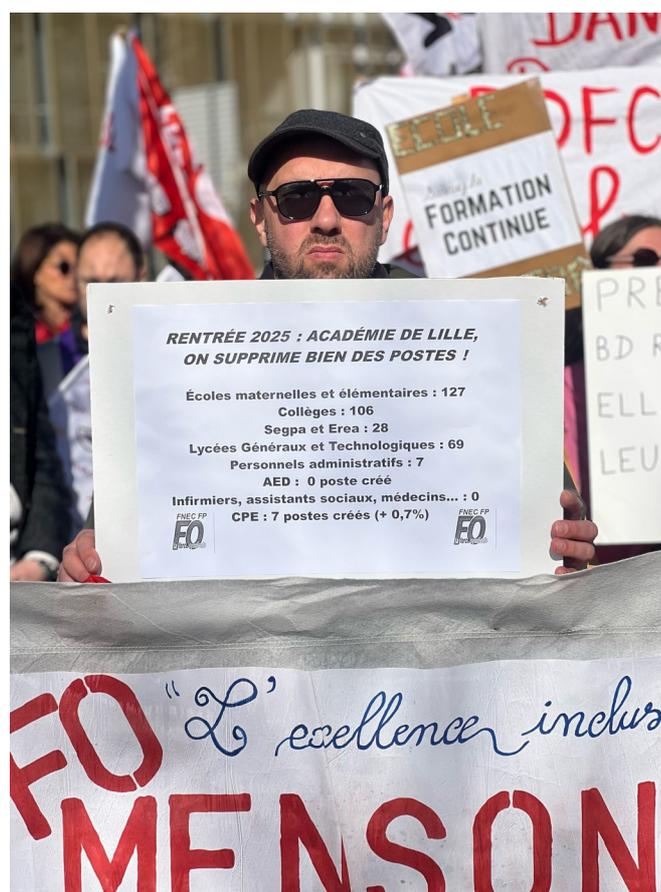


Communiqué de presse.

Pour dénoncer les suppressions de postes dans l'académie, à l'appel de Force Ouvrière, près de quatre-vingts personnes se sont rassemblées devant le rectorat de Lille le mercredi 5 décembre après-midi.



Contrairement aux annonces de « budget sanctuarisé » du gouvernement Bayrou, on supprime encore des postes dans l'académie de Lille, c'est ce que sont venus dire avec force des personnels des écoles, des collèges et des lycées des deux départements, chiffres à l'appui : 127 « équivalents temps plein » supprimés dans les écoles maternelles et élémentaires, 60 postes de BDFC (brigade départementale de formation continue) supprimés dans le Pas de Calais, 106 dans les collèges, 28 dans les SEGPA et EREA, 69 dans les lycées Généraux et Technologiques...



Ces nouvelles suppressions de postes pour la rentrée 2025 aggravent la situation déjà problématique des années précédentes. La dégradation du service public d'enseignement est de plus en plus palpable : pour les personnels présents à ce rassemblement un point de rupture est atteint. Le rectorat de Lille invoque une baisse démographique des élèves. Les manifestants lui rétorquent que cette baisse ne concerne pour le moment que le premier degré et qu'elle serait l'occasion, à moyens constants, de réduire les effectifs d'élèves par classe, comme l'ont fait nos voisins européens. Les personnels mobilisés sont particulièrement en colère contre les suppressions de postes dans les SEGPA, alors que « l'excellence » inclusive est un des « axes » majeurs du « projet académique. » Concrètement, des élèves de 6ème, relevant de la grande difficulté scolaire n'auront plus aucun accompagnement d'un professeur spécialisé et seront livrés à eux-mêmes dans les classes ordinaires : pour quelle « excellence » ?



Les BDFC s'opposent fermement à la suppression de leur poste qui va fortement impacter leurs conditions de travail, les obliger à participer à un mouvement complètement saturé et entraver la formation continue. S'il manque des remplaçants, la solution logique, c'est d'en recruter ! On ne va pas améliorer le remplacement à moyens constants en forçant des personnels déjà dédiés à changer de poste.



Une délégation de six professeurs a été reçue pendant plus d'une heure par un secrétaire général d'académie adjoint et deux secrétaires généraux des DSDEN 59 et 62 ainsi que par la cheffe de la DOS. Les autorités académiques ont reconnu qu'elles n'avaient pas de solution aux nombreux problèmes concrets engendrés par ces retraits d'emploi dans les écoles, les collèges (y compris classés REP et en REP+) et les lycées donnés en exemple. Elles ont juste invité les établissements à faire des demandes d'audience individuelle afin de réexaminer leur situation. Et elles ont opposé une fin de non recevoir à la demande de maintien de la BDFC dans le Pas de Calais, prétextant un plan national, alors que la BDFC du 59 est maintenue.

Les personnels du second degré demandent que leur dotation en heures-postes soit réexaminée, afin d'annuler les suppressions de postes et d'éviter les affectations de collègues en complément de service sur deux ou trois établissements. Ils demandent à cet effet que les heures supplémentaires non utilisées soient transformées en heures-postes.

Les syndicats de la FNEC FP-FO se félicitent de cette mobilisation réussie. Ils invitent les personnels à multiplier les demandes d'audience et à se réunir en heure d'information syndicale dans leur établissement, afin de discuter des suites à donner au mouvement.



Ils invitent les personnels du premier degré à poursuivre les mobilisations contre la fermeture de classes et la suppression de la BDFC.

